Les invisibles de la Campagne

Expulsés de leur logement ou de l'hébergement hivernal, ils sont plusieurs milliers chaque année à être mis à la rue au printemps depuis trop longtemps déjà!

La campagne électorale reste muette sur la situation dramatique de ces personnes. Il est urgent que l'exclusion du logement s'impose dans les débats.

Quand les politiques mises en œuvre seront-elles à la hauteur de la gravité de la situation ? Il en va de notre dignité à tous.

Pour dénoncer la gestion saisonnière de la situation des personnes à la rue et exiger une politique du logement digne de ce nom.

[Mobilisation

Jeudi 29 mars à 11h Place du Palais Royal à Paris Devant le Conseil d'Etat]

[Symbole de la reconnaissance récente du **droit à l'hébergement** comme liberté fondamentale]

Métro Palais Royal-Musée du Louvre

COLLECTIF
DES ASSOCIATIONS
UNIES POUR UNE
NOUVELLE POLITIQUE
PUBLIQUE DU
LOGEMENT DES
PERSONNES SANS
ABRIET MAL LOGÉES

Les citoyens, les élus et les candidats seront invités à s'engager sur :

- la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de prévention des expulsions
 - un moratoire sur les expulsions locatives sans solutions de relogement
 - l'application tout au long de l'année de l'accueil inconditionnel et sans remise à la rue de toute personne sans-abri
 - un accompagnement systématique des personnes en situation de détresse
 - une politique ambitieuse de construction de logements sociaux réellement accessibles

Et à apposer leur signature sur les murs d'une maison en bois symbolique]

Ne pas jeter sur la voie publique

Le Collectif des associations unies, c'est :

- 33 associations et fédérations qui représentent
- 3000 associations ou délégations
- → Plus de 50 000 salariés
- → Plus de 150 000 bénévoles
- → Plus de 2 millions de personnes soutenues

Pourquoi un Collectif?

Alors que 10 millions de personnes sont touchées par la crise du logement (flambée des loyers, impossibilité de se loger dignement, insalubrité, surpeuplement, augmentation des expulsions locatives, manque de places d'hébergement, augmentation des personnes sans domicile fixe ou contraintes de vivre la rue, ...), 33 associations ou fédérations prennent la parole ensemble pour demander une nouvelle politique publique digne de ce nom sur les questions d'hébergement et de logement.

Les 33 associations du Collectif

Advocacy France

Association des Cités du Secours Catholique,

Association Nationale des Compagnons Bâtisseurs,

ATD Quart Monde,

Centre d'action sociale protestant (CASP)

Collectif Jeudi noir

Collectif Les Morts de la Rue,

Comité des Sans Logis

Croix-Rouge française,

Emmaüs France,

Emmaüs Solidarité,

Enfants de Don Quichotte,

Fédération d'aide à la santé mentale Croix marine

Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL),

Fédération de l'Entraide Protestante,

Fédération Française des Equipes Saint-Vincent,

Fédération des Pact,

Fédération nationale Habitat & Développement,

Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS),

Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et les Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage),

Fondation Abbé Pierre,

Fondation de l'Armée du Salut,

France Terre d'Asile,

Habitat et Humanisme,

Les petits frères des Pauvres,

Ligue des Droits de l'Homme,

Médecins du Monde,

Secours Catholique,

Union Nationale des Amis et des Familles de Malades Psychiques (UNAFAM),

Union des professionnels de l'hébergement social (UNAFO),

Union Nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (UNCCLAJ)

Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ),

Union Nationale Interfédérale des Oeuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS)